

DÉVELOPPEMENT ET DOUBLEMENT DES SURFACES IRRIGUÉES

# Necib expose la stratégie de l'Algérie à l'horizon 2019

*L'Algérie ambitionne d'augmenter la superficie des terres irriguées de 1.000.000 d'hectares d'ici à 2019, ce qui représente le double de la surface actuellement irriguée. Pour ce faire elle aura besoin de développer les infrastructures de l'eau.*

PAR SADEK BELHOCINE

Dans une interview accordée au cabinet de recherche et de conseil, Oxford Business Group (OBG), le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib a exposé la stratégie hydraulique à l'horizon 2019 qui vise à améliorer la sécurité alimentaire et développer une économie agricole moins dépendante des hydrocarbures. En mars dernier, Hocine Necib avait affirmé qu'« entre grands périmètres irrigués et petits périmètres irrigués nous sommes aujourd'hui à environ 1 million d'hectares », soulignant que « l'objectif est d'atteindre au moins 1,600.000 hectares durant le prochain quinquennat ». Il explique qu'« aujourd'hui, avec le dessalement d'eau de mer on va pouvoir dédier les eaux des barrages et les eaux souterraines en grande partie à l'agriculture, ce qui va augmenter les surfaces irriguées car nous considérons que c'est un enjeu stratégique », soulignant dans ce contexte que « les secteurs des ressources en eau et celui de l'agriculture travaillent en parfaite collaboration ». Pour faire face au défi d'avoir suffisamment d'eau, nous sommes en train de développer une plus grande infrastructure, assure le ministre qui précise que cela permettra de donner plus d'importance aux régions intérieures de l'Algérie et de créer des opportunités en dehors des grandes villes côtières ». Selon Necib, « certaines régions du pays, riches en potentiels agricole et industriel, souffrent cependant d'une menace constante de sécheresse, ce

qui empêche les domaines agricoles de se développer ». Il assure dans ce contexte que le gouvernement algérien veut, entre autres, « résoudre le problème d'insécurité d'eau dans la région des Hauts-Plateaux de l'Est ». Pour cela, explique-t-il, « il a mis en place un grand projet de transfert d'eau depuis la wilaya d'El Tarf, qui dispose de trois barrages ». Un quatrième barrage sera, par ailleurs, construit dans la période 2015-2019, a-t-il avancé. Selon lui, « de cette manière, les zones les plus touchées par la sécheresse auront accès à l'eau ». Il explique aussi que « pour faire face au défi d'avoir suffisamment d'eau, nous sommes en train de développer une plus grande infrastructure ». Pour Necib, « cela permettra de donner plus d'importance aux régions intérieures de l'Algérie et de créer des opportunités en dehors des grandes villes côtières », soulignant que « certaines régions du pays, qui sont riches en potentiel agricole et industriel, souffrent cependant d'une menace constante de sécheresse, ce qui empêche les domaines agricoles de se développer ». L'autre projet étudié par le ministère des Ressources en eau pour améliorer l'accès à l'eau est le dessalement. A ce propos, le ministre considère que c'est « une bonne option pas trop coûteuse étant donné que l'Algérie est riche en gaz ». A l'horizon 2030, 139 barrages seront en exploitation en 2030 en Algérie contre 70 actuellement. Ils permettront de mobiliser une capacité totale de 12 milliards de mètres cubes environ. La



capacité des 70 barrages en exploitation est de 7,1 milliards m<sup>3</sup>. Hocine Necib, a avancé récemment que depuis le début de la décennie 2000, ce patrimoine (70 barrages) a augmenté par la mise en service de 27 barrages, relevant que 14 autres « sont actuellement en construction et 23 barrages sont programmés pour le plan quinquennal 2015-2019 ». L'un des objectifs de ce programme est aussi la modernisation du service public, avait révélé récemment le ministre qui assure que « l'Algérienne des eaux (ADE) et l'Office national d'assainissement travaillent pour améliorer le niveau de professionnalisme et le savoir-faire dans la gestion de l'eau ». Le ministre relève que « plusieurs projets sont déjà lancés avec des entreprises étrangères telles que Suez environnement ou Eau de Marseille, dans les villes d'Oran, Alger, Constantine ou Annaba ». Il avait laissé entendre que le secteur des Ressources en eau allait rester sur la même dynamique de réalisation, et que de plus,

son département allait peser lourdement sur l'amélioration et la modernisation des services publics en plus des questions environnementales qui seront au centre de la stratégie du secteur. Il précise que « le programme 2015- 2019 se distinguera aussi par la formation, la mise à niveau et l'introduction des nouvelles technologies, la généralisation des systèmes d'information de télégestion, l'introduction dans la gestion des barrages des systèmes de téléinformation ». Hocine Necib avait révélé que « ce projet des nouvelles technologies sera réalisé dans le cadre de la coopération avec la Corée du Sud pour développer des systèmes d'information avec la réalisation dans le siège de l'Anbr d'un bâtiment intelligent pour disposer des informations en temps réel. Un premier pas a été franchi dans cette volonté. Il a commencé déjà au niveau du barrage de Beni Haroune où existe un système d'occultation dont les informations sont envoyées automatiquement par GPS, son

Thank you

*Problématique de l'accès à l'eau potable*

# Un défi majeur pour l'Algérie

*Permettre à chacun de boire de l'eau saine est un long combat qui a abouti en juillet 2010 à l'adoption par 122 pays d'un «droit à un approvisionnement suffisant, physiquement accessible et à un coût abordable d'une eau salubre et de qualité acceptable pour les usages personnels et domestiques de chacun».*

Par Samira Belabed

Environ 2,5 milliards de personnes ne bénéficient pas d'un accès à un équipement sanitaire dans le monde. Parmi elles, 761 millions utilisent des toilettes et des points d'eau collectifs et 693 millions n'ont pas droit au standard minimal d'hygiène. L'Algérie compte à elle, n'est pas à l'abri de la problématique de l'accès à l'eau potable dans les années à venir. Pour faire face à cette question qui devient de plus en plus cruciale, l'Algérie a mis les bouchés doubles. Les ressources hydriques disponibles et mobilisables en Algérie sont estimées à 17,2 milliards m<sup>3</sup>, dont 12 milliards de ressources superficielles dans le Nord, 2 milliards de ressources souterraines (nord) et 5,2 milliards m<sup>3</sup> dans le Sud (superficielles et souterraines). Selon une étude faite par l'institut de prospection économique en Méditerranée (IPEMED), qui relève des indices d'une vulnérabilité continue au niveau des potentialités hydrique pour

l'Algérie. Ce dernier est classé parmi les pays les plus exposés au stress hydrique à long terme dans le pourtour méditerranéen. Pour mieux illustrer les difficultés futures des pays de la région en matière d'accès à l'eau, l'étude de l'IPEMED souligne le constat selon lequel la région dans son ensemble referme près de 60% de la population mondiale faiblement pourvue en eau, c'est-à-dire dotée de moins de 1 000 m<sup>3</sup>/hab/an. Dans cet ensemble de pays, l'Algérie se caractérise par une appréciation mitigée au niveau de ses réserves en eaux mobilisables. Il faut signaler que le pays se

caractérise par une concentration de la pluviométrie au niveau des zones littorales quasi exclusivement sachant que les précipitations sont relativement faibles dans les périmètres des hauts plateaux alors qu'elles sont quasi nulles dans le grand sud, englobant une proportion de 70% du territoire du pays. Néanmoins, l'Algérie jouit d'autres atouts au niveau des eaux de surface qui y sont disponibles, notamment dans le nord du pays mais le défi, à ce niveau, réside dans le développement de l'infrastructure nécessaire pour son stockage. Il est question à cet égard de multiplier le nombre de barrages dans les quelques années à venir et de réhabiliter le réseau de canalisations.

S. B

**HOCINE NACIB**  
**MINISTRE DES RESSOURCES**  
**EN EAUX :**

*«L'Etat a déboursé 30 milliards de dollar pour le secteur de l'eau»*



## JIJEL Renforcement des communes de Jijel et Mila en AEP à partir du barrage de Tabellout

Le bureau d'études portugais COBA a été retenu pour la réalisation de l'étude d'avant-projet détaillé (APD) pour le renforcement de l'alimentation en eau potable des communes des wilayas de Jijel et Mila à partir du barrage de Tabellout (commune de Djimla), pour un délai de réalisation de 14 mois, a-t-on appris auprès des services de l'Algérienne des Eaux à Jijel. Les bénéficiaires du projet sont onze communes situées dans la wilaya de Mila et quatre autres relevant de la wilaya de Jijel, à savoir Djimla, Beni Yadjis, Texenna et Oudjana. Une proposition a été transmise, dans ce sens, au ministère des Ressources en eau pour le renforcement de l'alimentation en eau potable de trois autres communes de la wilaya de Jijel depuis cet ouvrage hydraulique, à savoir Chahna, Taher et Chekfa, a-t-on appris de même source. L'étude en question consiste en l'examen des variantes possibles, la préparation des dossiers d'appel d'offres et la réalisation de l'enquête parcellaire, ont indiqué les responsables de l'ADE. Les travaux de réalisation du barrage Tabellout, situé dans la commune de Djimla, ont atteint un taux d'avancement de près de 70% et devraient être achevés en juin 2015, a-t-on encore précisé.

# سليمانى يدعوكم إلى الحفاظ على الماء



في شكل من أشكال الاقتداء بالنجوم العالميين، يظهر نجم الخضر إسلام سليمانى في ومضة تحسيسية بأهمية الحفاظ على المياه تبث على القناة الوطنية، وتعد هذه المبادرة سابقة من نوعها اقتداء بنجوم كرة القدم العالميين المحبوبين من قبل الجمهور.